

HEXOPÉE

Créateurs de citoyenneté

OÙ SONT PASSÉS NOS MINISTÈRES ?

L'absence de ministres dédiés à l'Économie sociale et solidaire, à la vie associative et à l'Éducation populaire est un mauvais signal envoyé aux acteurs de l'émancipation.

L'annonce de la composition du Gouvernement d'Élisabeth Borne, effectuée le 20 mai, a donné les indications sur ses priorités politiques immédiates. Alors que le soir même de sa réélection, le 24 avril dernier, **Emmanuel Macron avait déclaré qu'il donnerait sa priorité à « l'invention collective d'une méthode refondée, au service de notre pays et de notre jeunesse »**, la suppression des Secrétariats d'État chargés de la Jeunesse et de l'Engagement et de l'Économie sociale et solidaire sont de très mauvais signaux envoyés à l'ensemble des structures de l'Éducation populaire.

Mesdames Sarah El Haïry et Olivia Grégoire avaient, ces dernières années, la responsabilité directe de mener la politique de la majorité présidentielle concernant nos structures, avec une méthode fondée sur l'écoute et la co-construction des politiques publiques. C'est dans ce cadre que nous avons pu mener ensemble des chantiers prometteurs, aux premiers rangs desquels figurent les Assises de l'Animation ou le salutaire accompagnement de nos entreprises associatives durant la pandémie de la Covid-19.

Sans interlocuteurs politiques identifiés au sein du Gouvernement, les employeurs de l'Éducation populaire ne peuvent que craindre de devenir l'angle mort des réformes qui seront menées ces cinq prochaines années. Nos attentes, en tant qu'acteurs de l'émancipation individuelle et collective, sont pourtant fortes à l'orée de ce nouveau quinquennat.

La pratique d'activités culturelles, sportives, environnementales, éducatives, touristiques ou encore l'accompagnement des jeunes dans l'accès à un logement abordable sont des facteurs importants pour la mobilité, la cohésion sociale et territoriale et l'émancipation de la société toute entière.

Le chantier ouvert durant les Assises de l'Animation, pour rendre attractifs les métiers de l'Éducation populaire, doit aboutir et nécessite l'implication directe d'un membre du Gouvernement. Après la crise et tandis que nos structures innovent et expérimentent de nouveaux modèles économiques et sociaux plus résilients, **nous revendiquons l'élaboration et la mise en œuvre d'une véritable politique publique, ambitieuse et de long terme** pour leur permettre de remplir leurs missions : prolonger dans tous les temps de la vie la découverte et l'apprentissage de nouvelles connaissances et participer à la cohésion sociale de tous les territoires de la nation.

Nous invitons ainsi solennellement le président de la République et la Première ministre à prendre la mesure de ce que nos branches représentent pour les enjeux de notre société, en poids économique et en emplois. **Dans ce sens, nous demandons la nomination sans délai d'un membre du Gouvernement en charge de l'Éducation populaire**, qui aura autorité sur notre administration tutélaire, la DJEPVA, et qui pourra agir pour mener à nos côtés les chantiers de la transformation de nos champs d'activité, vecteurs d'émancipation.



Didier JACQUEMAIN
Président



David CLUZEAU
Délégué général